



BATAY OUVRIYE

REFLEXIONS POUR UNE CONJONCTURE PROGRESSISTE

L'indépendance d'Haïti, éradiquant en même temps le mode de production esclavagiste, laissa cependant un pays totalement détruit et une accumulation de capital bloquée.

Les classes dominantes en formation, exclues des premières rencontres continentales des pays d'indépendance récente (les États-Unis d'Amérique du nord, vivant encore des rapports esclavagistes, se refusèrent catégoriquement à accepter la présence de ces Noirs libres), se courbèrent alors devant l'exigence des autorités françaises qui leur infligèrent une dette aussi exorbitante qu'affligeante.

Dette, embargo (qui suivit la rencontre continentale de Panama), pays détruit, accumulation bloquée... cette situation, catastrophique en soi, augmenta en plus les antagonismes sociaux et, prises dans cet étau (lutttes internes de résistance des travailleurs, externe d'imposition impérialiste agressive), les nouvelles classes dominantes n'arrivèrent jamais à proposer un projet minimum qui serait capable d'établir une hégémonie « nationale ».

De cette si extraordinaire lutte d'indépendance, ressort donc la formation sociale la plus exposée, la plus fragile. L'import-export en fut l'expression réduite pendant que, dans les campagnes, le mode de production pré-capitaliste s'installa par défaut, généralisant un métayage archaïque.

Force est de constater que c'est aujourd'hui le pays le plus détruit (le tremblement de terre de 2012 ne faisant que rendre évidente une situation déjà au bord de la rupture). Les classes dominantes y sont également les plus faibles et l'État le plus incapable. De la sorte, le capitalisme qui devrait émerger des lendemains de l'indépendance, quoique dominant, n'arriva jamais à réellement prendre pied, se développer et se généraliser.

L'impérialisme (américain aujourd'hui en particulier mais autrefois français, allemand...) chercha en maintes occasions à imposer l'implantation de ce mode de production (par le poids économique de ses investissements, mais aussi politiquement, militairement, par interventions sporadiques ou franches occupations...) mais n'arriva jamais à le faire réellement, les forces de résistance (encore une fois des masses populaires et du mode de production pré-capitaliste existant) s'y opposant toujours fermement

et du fait également que, par son essence dominatrice et sa tendance monopoliste en formation déjà avancée, il réduisait ou détruisait carrément le développement d'un capitalisme local, alors en germe.

La faiblesse des classes dominantes, l'incapacité de l'État (à rien organiser ni même garantir la répression qui leur est obligatoire) et le surgissement sur la scène politique des masses populaires en 1986, exigèrent de la part des pays impérialistes la décision d'intervenir militairement, cette fois avec la couverture de l'Onu : la *Mission de Nations-Unies pour la Stabilisation d'Haïti*, la MINUSTAH, dont les agents sont en réalité des forces politiques et militaires d'occupation, répressives s'il en est. En réalité, elle n'est là que pour principalement (et presque uniquement) garantir l'implantation (capitaliste donc) de l'exploitation impérialiste.

Après avoir contribué activement et systématiquement à détruire la production nationale (cochons créoles, sucre, café, riz, banane...), ces mêmes reviennent aujourd'hui en « sauveurs », « donner du travail ». En réalité, ils ne viennent que dans le but d'exploiter la main-d'œuvre que les déstabilisations du milieu rural ont « libérée ». Cette dernière, vu la faiblesse structurelle globale de la formation sociale haïtienne et l'état avancé de la destruction en cours, est la moins chère des Amériques, et l'une des moins chère au monde : l'appât.

D'un autre côté, cette implantation capitaliste au forceps se heurte à la présence (résistance, accommodation, articulation...) du mode de production pré-capitaliste toujours en fonctionnement en divers aspects (métayage prononcé en milieu rural, domesticité généralisée – du 'restavèk' à la 'bonne à tout faire' et autres 'gason lakou' –, rapports de « chef » ou autre culte permanent de la personnalité, domination de genre prononcée...). Il en ressort un grand déphasage. Les crises répétées du politique n'expriment en fait que cette incapacité flagrante pour l'impérialisme et les classes dominantes haïtiennes à résoudre l'écheveau que la superposition des modes de production apporte et nourrit.

L'ouverture du « dechoukaj » de 1986 avait permis à deux fortes composantes de s'installer. D'un côté, l'émergence d'un mouvement populaire profond : les masses, détruites par la répression économique et politique des Duvalier, exigeaient avec puissance une résolution en faveur de leurs intérêts, quoique cependant sans orientation bien définie. De l'autre, le populisme, qui allait détourner puis de plus en plus aliéner et finalement bloquer cet élan. De coups-d'État à invasions, de pressions politiques à interventions concrètes, l'impérialisme agit alors. Son poids réel, accompagné de la bassesse et de la lâcheté des dirigeants haïtiens d'un côté et, de l'autre, de la faiblesse du mouvement populaire, finit par faire pencher la balance : dans tout cela, c'est la logique de l'implantation impérialo-capitaliste qui s'impose. L'opportunisme prit alors place. Et joua de son poids également pour arc-bouter la déstructuration de l'utopie.

Les gouvernements populistes d'Aristide et de Préval, tout en développant l'orientation bourgeoise, charriaient cependant des composantes populaires propres à une nature issue de la poussée des masses de l'après-86. C'est en effet avec une certaine retenue (ou même parfois avec une certaine résistance) qu'ils exécutaient l'orientation que le « Plan américain » exigeait. Aujourd'hui, avec la mise en place de Martelly (de la manière dont l'intervention impérialiste imposa ce dernier à la tête de l'État, on ne saurait parler de président « élu »), cette hésitation n'existe plus.

C'est en effet avec les coudées franches que cette équipe avance dans l'installation de ce « Plan ». Malgré toutes les accusations portées contre elle, ceci sur tous les fronts, elle approfondit l'exploitation, la corruption, le passage de la drogue et autres produits de contrebande ainsi que le fonctionnement mafieux et criminel qui en général accompagne ce travers, le pillage des ressources naturelles et minières, l'occupation du territoire, la désintégration de l'État, l'aliénation de notre histoire, la liquidation de la Nation. Le tout sous couvert de « développement », idéologie combien déformée et aliénante que le capitalisme porte en lui (voir le texte de *Pierre Philippe Rey*).

Parallèlement, l'ouverture que cette situation offre aux classes dominantes permet, invite avec force à une poussée agressive de l'offensive foncière. Grands bourgeois et autres firmes américaines, françaises, espagnoles ou... dominicaines (le capital, malgré et par-dessus les résistances nationalistes à ce sujet, n'a pas de « nationalité ») s'accaparent, gouvernement aidant et sans appel d'offre aucun, des nombreux projets de reconstruction nécessaires, en général mais surtout après le tremblement de terre de 2010. De ces projets, les voies de communication et les édifices d'infrastructure (DGI, Banque centrale, Électricité, Ministères...) priment. C'est en fait le flux du Capital et l'administration qui doit l'accompagner qui se garantissent leur meilleur fonctionnement. Les terrains atteignent alors des prix exorbitants, tandis que les délocalisations et autres déguerpissements, violents et souvent meurtriers, salissent la ville.

D'autre part, en milieu rural également l'accaparement de terres est à l'ordre du jour. Où l'Inara opère (avec force répression, magouilles et autres malversations) des transferts de propriété accélérés dans toute la péninsule nord du pays (Nord-Est, Nord, Nord-Ouest) au bénéfice des grands-dons, grands bourgeois et autres fonctionnaires haut-placés de l'État. Devenu un organisme de contre-réforme agraire agressif, cet institut participe de plein pied au processus que nous nous évertuons à cerner et à l'agro-industrie qui y est planifiée.

Cette conjoncture a, d'un autre côté, activé deux composantes majeures. La première concerne le mécanisme privilégié de l'accumulation primitive au sein de l'État : la dite « corruption ». Sous toutes ses formes nécessaire à l'accomplissement d'une telle tâche sociale, responsable de renouveler la mouvance dominante libérale, elle est partie intrinsèque de cette période de transformation de la nature de la formation sociale haïtienne dans sa globalité. De l'autre, l'accentuation prononcée de la main mise sur ce processus historique. Les hésitations et atermoiements des gouvernements populistes n'étant plus de mise, le slogan capitaliste « *Haïti is open for business !* » s'installe donc clairement.

Toutefois, cette situation extrême est naturellement très antagonique. Jusqu'aux firmes locales se plaignent de la pénétration sans contrôle du capital étranger. La faiblesse et la servilité des gouvernants haïtiens, par exemple, devant l'offensive économique et politique des Dominicains, de surcroît répressive, raciste et arrogante à son comble, en est une expression claire.

Les masses, elles, n'en peuvent plus à tout point de vue, d'où un certain redoublement de la migration en mer ou en république voisine, malgré tous les tourments qu'elles y subissent.

De là, avons-nous vu, la nécessité pour les classes dominantes des forces internationales d'occupation mais aussi d'une « dictature » plus prononcée de l'Exécutif. Pratique généralisée pour ce qui s'agit de la dictature de classe et masquée par la supposée « démocratie » qui en détourne l'essentiel, elle

accentue sa composante répressive par moment de grande nécessité (« dictature militaire », d'un « tyran » etc...). Sous Martelly, la nécessité d'un contrôle plus prononcé et d'un renforcement répressif afin d'accomplir cette tâche historique d'implantation plus avancée du capitalisme (impérialiste ou local), exige cette expression du pouvoir central. D'où l'aversion de ce dernier à mettre sur pied les pouvoirs régionaux qu'exige depuis près de trente ans la constitution, ou même de laisser fonctionner librement le parlement ou la justice. Avec la *Minustah* comme back-up, la mise sur pied d'un capitalisme néo-libéral à l'extrême s'impose ouvertement, par un chemin à nouveau ensanglanté : la présence de Jean-Claude Duvalier sur le territoire qui, bien souvent, accompagne formellement les délégations gouvernementales de plus haut niveau (où parfois sont mêmes présents les Clinton !), celle des fils des plus sanguinaires bourreaux de cette ère maudite au palais ou en conseillers des plus hautes tâches... ne sont qu'expression de l'époque de reflux que traverse la formation sociale haïtienne.

Les duvaliéristes, ayant plutôt terminé avec leur accumulation au sein de l'État, se sont transformés aujourd'hui en « investisseurs associés » ou en « fonctionnaires de l'investissement » et se retrouvent donc eux aussi en contradiction avec les petits bourgeois des bourgs (actuellement parlementaires ou magistrats locaux, « Grands mangeurs » ainsi nommés par le peuple lui-même), qui ne l'ont pas encore accompli. D'où la problématique dite de la « gouvernance ». Si on y ajoute les contradictions de la bourgeoisie locale avec le capital transnational, on comprendra tout ce que cette « transition » apporte de blocage et de luttes au niveau des classes ou fractions dominantes, économiques ou politiques.

Mais ce sont les contradictions avec les masses populaires qui sont objectivement les plus fortes. Absentes de toute « négociations », elles n'ont d'autre champs que la rue pour protester : contre les expulsions des camps ou des quartiers populaires, contre le non-paiement des émoluments divers des petits fonctionnaires de l'État, des bas salaires généralisés (en milieu ouvrier comme partout chez les travailleurs de ville comme de milieu rural), des conditions de travail exécrables où qu'il soit, des mystifications, des vols et autres népotismes caractérisés, des 'dérives totalitaires' (c'est-à-dire de l'obstruction sérieuse des ouvertures que la lutte en champs démocratique bourgeois avaient permis aux masses populaires), mainmise et contrôle étatique augmentés et qui nous bloquent encore plus notre capacité d'organisation et d'expression, de toutes les gabegies gouvernementales, d'une carence criante de services, de logements, de transport : ...de vie ! Toujours fortement réprimées et parfois assommées, elles s'exposent à tous les dangers. Cependant toujours courageusement.

De toute cette transition sociétale, les réflexions des intellectuels ou autres politiciens se cantonnent en général simplement au politique et au blocage qui persiste en ce lieu. Rares, très rares sont celles qui y voient une quelconque relation avec la domination économique, avec le projet d'exploitation. Au mieux, elles ne font que dénoncer les expressions de cette domination (vols des ressources naturelles, domination salariale, mauvais traitements...). Mais rien de la transformation en cours, rien de la transition du changement de mode de production actuellement en procès. Ainsi, s'éternisant dans des considérations uniquement de forme, elles n'envisagent jamais la lutte des classes qui s'y déroule en tant que moteur, jamais ne percent les conflits. Allez voir se positionner clairement dans leur résolution. À les entendre, il s'agirait plutôt « d'intérêts individuels » ('mesquins' s'amuse-t-ils à préciser), sans jamais entendre (allez-voir dénoncer !) la caducité flagrante des rapports sociaux qui prévalent en cette société profondément pourrie. Voudraient-ils, en fin de compte, la maintenir telle quelle en leur « démocratie du statu-quo », ainsi abjecte au maximum...

Bien que reconnaissant « deux-cent dix ans d'échec » !, ils n'osent pas se référer à la problématique de classe, même si, grands clercs historiens oblige, quand, à chaque date « commémorative », il s'agit d'analyser les remous politiques et économiques qui furent la chair de la révolution de 1804, les intérêts des colons, des affranchis (anciens et nouveaux) et des esclaves... apparaissent clairement, en tant que ce qu'ils furent clairement : des intérêts de classe ! Roumain, Alexis, Jean-Luc, Lamaute... et autres analystes de l'époque précédente nous avaient habitué à un autre niveau de réflexion.

Mais, non ! Aujourd'hui, il s'agirait plutôt uniquement de « secteur » ! Le « secteur » des femmes, de celui 'religieux', des 'jeunes', des ouvriers parfois, du « secteur » syndicaliste..., du « secteur » 'paysan', de celui 'privé'... ! En d'autres termes, d'un amalgame social informe et surtout totalement improductif, dans le cadre d'une « démocratie » abstraite au possible. Quand ces 'intellectuels', idéologues ou autres 'éditorialistes du marché' osent mentionner le concept de classe (pourtant si clair, si simple ; pourtant si employé quand il s'agira de Toussaint Louverture et pourtant si important, fondamental à analyser et saisir en ces jours déterminants que nous vivons) c'est pour parler de la... « classe politique ». Aberration s'il en est !

Les « deux cent ans d' 'échec' » reconnus, le « sauvetage national » quémandé... et, parallèlement, le refus systématique de toute analyse de classe, signifieraient-ils, au fond, une véritable peur ?

Le profond remous que porte la transformation des modes de production est en cours. Comme nous voyons, sa rigoureuse analyse et sa réelle expression est évitée par tous les moyens par les tenants (avoués ou inavoués) de l'ordre ancien. Les petits-bourgeois qui, ce faisant, gesticulent dedans ce miasme, s'abstiennent d'en prononcer les énoncés, pourtant évidents. Quelle fraction d'entre eux se sentirait menacée ? Qui osera franchir le cap ?

Car nous savons, en nous-mêmes, que seules les masses sauront et pourront résoudre le passage de cette étape qui s'offre à nous. Comme toujours, comme à chaque fois. Les esprits 'bien pensants' arriveront-ils à opérer chez eux la transcendance nécessaire ? Car il s'agit de l'Histoire.

Pour notre plus grand malheur cependant, pour une bonne partie des masses populaires, la mystification « développement » (capitaliste sans pouvoir l'avouer, c'est-à-dire de domination et d'exploitation, ici quasi esclavagiste) ou autre « démocratie » abstraite et volontairement aseptisée, pèse encore de manière significative. D'où un certain attentisme qui demeure chez ceux qui ne font que souffrir pourtant.

L'heure a sonné alors pour une organisation des travailleurs et des masses en général réellement autonome, déterminée et sûre de ses objectifs. En héritage de ceux qui, autrefois, en occasions répétées quoique très différentes l'une de l'autre, en avaient semé les grains. En opérant les alliances nécessaires au sein d'un Camp du Peuple structuré, seule cette organisation saura, si elle s'assume réellement en tant que telle, débloquer la situation en sa faveur et celle de tous les dominés et autres progressistes du pays, en articulation étroite avec ceux de la région et du monde entier. C'est de cela dont il s'agit.

Port-au-Prince, 7 février 2014